



# L'indice de gouvernance mondiale, IGM

Pourquoi évaluer la gouvernance mondiale et pour quoi faire ?

Version 2.0  
Rapport 2011

### **Les cahiers de propositions**

Le Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale favorise l'élaboration et la diffusion d'une collection de cahiers de propositions les plus pertinentes pour mettre en œuvre les ruptures et les mutations nécessaires à la construction d'une nouvelle gouvernance mondiale, plus juste et plus soutenable.

Les cahiers de propositions sont publiés en différentes langues et regroupés selon une grille composée des cinq grands chapitres de la gouvernance mondiale :

- Écologie et gestion de la planète
- Économie et globalisation
- Gouvernance politique, systèmes étatiques et institutions
- Paix, sécurité et conflits armés
- Connaissance, science, éducation, société de l'information et la communication



Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale  
Juin 2011  
[www.world-governance.org](http://www.world-governance.org)

**ICONOGRAPHIE :** Dominique Monteau

**GRAPHISME :** Patrick Lescure

**IMPRESSION :** Causses et Cévenne

Paternité Pas d'utilisation commerciale Partage des Conditions Initiales à l'Identique  
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/fr/>



Ce cahier est sous Licence Creative Commons permettant aux lecteurs de l'utiliser, le reproduire, le diffuser, sous la condition de mentionner le titre, les auteurs et le Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale. Il ne peut pas être modifié ni commercialisé.

# **Indice de gouvernance mondiale**

Pourquoi évaluer la gouvernance  
mondiale et pour quoi faire ?

Version 2.0  
Rapport 2011

# Sommaire

<b>Résumé</b> .....	<b>5</b>
<i>L'Indice de Gouvernance Mondiale – IGM</i> .....	5
<i>Utilité et utilisation de cet IGM</i> .....	6
<b>1<sup>re</sup> Partie Élaboration de l'Indice de gouvernance mondiale</b> .....	<b>9</b>
<i>Définition de l'Indice de Gouvernance Mondiale</i> .....	10
<i>Buts et domaines de la Gouvernance Mondiale</i> .....	10
<i>La mise en place des conditions d'un développement durable</i> .....	11
<i>La réduction des inégalités</i> .....	11
<i>L'instauration d'une paix durable dans le respect de la diversité</i> .....	11
<i>L'Indice de Gouvernance Mondiale 2011 – version 2.0</i> .....	12
<i>Méthodologie et calculs</i> .....	13
<b>2<sup>e</sup> Partie Résultats chiffrés et illustrations</b> .....	<b>14</b>
<i>IGM 2011 Classement mondial par ordre décroissant (avec rappel classement 2008)</i> ...	15
<i>IGM classements régionaux</i> .....	16
<i>Tableau récapitulatif pays par pays des cinq indicateurs et de l'IGM</i> .....	17
<i>Diagrammes UE / OCDE</i> .....	19
<i>Diagrammes AMÉRIQUE LATINE / CARAÏBES</i> .....	20
<i>Diagrammes AFRIQUE</i> .....	21
<i>Diagrammes ASIE PACIFIQUE</i> .....	22
<i>Diagrammes CEI / ASIE CENTRALE / BALKANS</i> .....	23
<i>Diagrammes ÉTATS ARABES</i> .....	24
<b>Conclusion</b> .....	<b>25</b>
<b>Annexe droits d'auteur</b> .....	<b>27</b>

La promotion, à l'échelle mondiale, d'une gouvernance légitime, efficace et démocratique, la création d'une communauté responsable, plurielle et solidaire, au sein de laquelle le système de gouvernance occuperait une place essentielle et primordiale, constituent les principaux objectifs du Forum pour une nouvelle Gouvernance Mondiale (FnGM).

Le défi est ambitieux. Il s'agit de surmonter les nombreux obstacles d'un monde en crise : persistance des tensions, des conflits et des guerres, paralysie ou échec des organisations régionales et internationales, impuissance des États-Nations et obsolescence d'un modèle idéologique apparu au 17<sup>e</sup> siècle.

L'atteinte de ces objectifs passe par l'implication active et constructive d'acteurs capables, non seulement, d'apporter une réflexion innovante sur la gouvernance mondiale, mais également d'avancer des propositions, socialement et politiquement viables, pour permettre la sortie de l'impasse actuelle.

### **L'Indice de Gouvernance Mondiale – IGM**

C'est dans le cadre de cette réflexion sur les grands défis majeurs auxquels la gouvernance mondiale sera inévitablement confrontée que le Forum lance, en 2008, le projet « *Indice de Gouvernance mondiale – IGM* ». L'idée est de réaliser un « outil » qui devrait permettre aux acteurs en charge de la gouvernance de prendre conscience des questions et problèmes qui se posent et de réfléchir aux solutions à apporter.

Le document *Repenser la gouvernance mondiale*<sup>1</sup> définit les objectifs généraux – **réduction des inégalités, mise sur pied du développement durable et construction de la paix dans un monde de diversité** – qui encadrent les propositions sur la re-

---

1/ Arnaud Blin et Gustavo Marin. *Repenser la gouvernance mondiale*, 2007. <http://www.world-governance.org/spip.php?rubrique35&lang=fr>

fondation de la gouvernance. Ils découlent des grands principes de la gouvernance qui figurent dans les textes de référence que sont la Charte des Nations Unies et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Ils s'inscrivent également en droite ligne de textes plus récents, mais tout aussi importants, tels que la Déclaration du Sommet de la Terre (Rio, 1992), la Déclaration du Millénaire (New York, 2000) et les conclusions du Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, 2002).

L'étude de ces objectifs et de ces textes de base a permis de déterminer et de retenir les 5 grands domaines, appelés indicateurs, dont l'agrégation aboutit à l'IGM :

- Paix et Sécurité.
- État de Droit.
- Droits de l'Homme et Participation.
- Développement Durable.
- Développement Humain.

Chacun de ces indicateurs se décompose en plusieurs sous-indicateurs – in fine ce sont 13 sous-indicateurs qui sont utilisés – et chacun de ces sous-indicateurs est le résultat de l'agrégation de plusieurs index (41 au total). Enfin, les données qui servent de base au calcul des index et permettent d'aboutir à l'IGM proviennent des bases de données publiées annuellement par les grandes organisations internationales et les ONG spécialisées en matière de gouvernance.

Le résultat de ce travail est un indice qui se veut le plus complet possible et qui décrit l'état de la gouvernance mondiale, non pas sur un plan théorique mais sur un plan pratique.

6

### **Utilité et utilisation de cet IGM**

À la fois photographie et moyen d'action ou de réaction, l'IGM possède une double dimension. Une dimension analytique – il s'efforce de dresser le plus fidèlement possible l'état des lieux de la gouvernance mondiale – et une dimension opérationnelle – il doit permettre aux acteurs d'agir ou de réagir pour une gouvernance mondiale plus efficace, plus démocratique et plus en phase et en accord avec l'environnement. Cet Indice a été conçu avant tout pour offrir aux décideurs politiques, quel que soit leur niveau (national, régional ou international), aux entreprises et aux ONG, une information fiable, indépendante et disséquée qui leur permet :

- d'évaluer le degré de gouvernance d'un État,
- d'identifier les points forts et les points faibles de cette gouvernance,
- d'en suivre les évolutions au fil du temps.

Le recours à un très grand nombre de variables fait de l'IGM un indice **complet, pragmatique, pratique et incitatif**.

**Complet** : les systèmes d'indicateurs actuellement développés ne prennent en compte qu'un des domaines, qu'un des aspects de la gouvernance mondiale. En revanche, la sélection et l'agrégation d'index qui composent ces indicateurs permettent de parvenir à un IGM qui donne une vision à la fois globale, exhaustive et précise.

**Pragmatique** : l'IGM, agrégat de plusieurs indices et variables de natures différentes et diversement mesurables – certains reposent sur des faits (nombre d'habitants par exemple) et d'autres sur des perceptions (résultats de sondages d'opinion) –, traduit des concepts abstraits et subjectifs en données observables et quantifiables.

**Pratique** : l'IGM est présenté ici sous la forme de trois tableaux<sup>2</sup>. Un premier tableau présentant le classement mondial par ordre décroissant, un second tableau reflétant les classements régionaux<sup>3</sup> et un troisième tableau récapitulatif, pays par pays, les résultats pour chacun des cinq indicateurs constitutifs de l'IGM. Leur mise à jour annuelle permettra de suivre au plus près les évolutions (améliorations ou régressions) qui seront constatées au fil des ans.

**Incitatif** : non seulement signal d'alerte, l'IGM se veut également moyen d'action. Son but est d'inciter les acteurs de la gouvernance à réfléchir et à se poser les questions pour agir et réagir.

En dépit d'une méthodologie rigoureuse, les résultats obtenus se heurtent malgré tout, à certaines limites inhérentes aux indicateurs. Comme tous les indicateurs, l'IGM informe, alerte et favorise l'action et le pilotage. S'il est particulièrement utile pour « *prendre la température* » de la gouvernance mondiale dans les pays étudiés, il n'établit pas pour autant un diagnostic absolu, au sens médical du terme, pas plus qu'il ne dicte des priorités pour l'action. Le processus repose sur un examen consciencieux de données multiples et variées et sur la combinaison des sources, des données et des méthodes. Au final, l'IGM pointe du doigt un certain nombre de problèmes, montre les pistes éventuelles, mais les moyens à mettre en œuvre sont laissés à l'appréciation des acteurs de la gouvernance mondiale.

Ce rapport 2011, présente l'IGM version 2.0. Il établit un nouveau classement mondial et régional des pays étudiés, classement prenant en compte les changements intervenus depuis la première version 2008 de cet indice. Pour des raisons pratiques – disponibilité et fiabilité des données – il ne couvre que 179 pays (sur les 192 États membres de l'ONU). Il devrait, à moyen terme, englober la totalité des États.

2/ De nombreux autres tableaux détaillés sont disponibles sur le site du FnGM.

3/ La classification retenue pour effectuer le classement régional est inspirée de la classification du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Première mise à jour d'une série que nous espérons longue, ce rapport 2011 est destiné à une audience, la plus large possible, d'acteurs nationaux, régionaux et internationaux de la gouvernance, de représentants de la société civile, de chercheurs, d'universitaires, de chefs d'entreprises, d'ONG et du monde associatif.



Ximena Mandiola, *Mediodía*, 2007 ([www.ximenamandiola.com](http://www.ximenamandiola.com))

## 1<sup>re</sup> PARTIE

# Élaboration de l'Indice de gouvernance mondiale

L'Indice de Gouvernance Mondiale est un outil d'évaluation dont l'objectif est de proposer une image, à la fois globale et détaillée, de l'état de la gouvernance à travers le monde. Le rapport 2011 marque l'aboutissement de la réflexion entreprise à l'issue de la première version, réalisée en 2008 et mise à jour en 2009. Cette nouvelle version, baptisée version 2.0, porte à 41 le nombre d'index (qui était de 37 en 2008).

Le nombre de pays étudiés, 179 au total, est identique à celui de la version 1.0 et se justifie par un évident problème de disponibilité et de fiabilité des données. Il convient cependant de noter que l'IGM s'applique

uniformément à tous les pays quels que soient les différents systèmes politiques, sociaux, économiques et culturels qui les caractérisent.

Aucun pays au monde n'est parvenu à ce jour à un degré de perfection totale en matière de gouvernance. Chacun est constamment confronté au défi de la mise sur pied et du renouvellement des structures, des institutions et des normes qui contribuent à une bonne gouvernance et qui contribuent à sa recherche à son amélioration. L'IGM, tel qu'il est conçu permet de refléter les efforts entrepris par les pays dans leur quête d'une meilleure gouvernance et d'illustrer les évolutions constatées.

## Définition de l'Indice de Gouvernance Mondiale

Au-delà des définitions plus ou moins complexes de ce que peut-être la gouvernance mondiale, au-delà des conceptions plus ou moins subjectives que ce concept recoupe, nous préférons envisager la gouvernance mondiale tout simplement comme « *la gestion collective de la planète* ».

Cette définition a peut-être le défaut d'être large mais elle permet en revanche d'explorer toutes les dimensions de ce que peut-être, de ce que pourrait être, la gouvernance mondiale. Ce concept dépasse le cadre restrictif de celui des relations internationales qui ont, jusqu'à un passé récent, constitué le seul et unique prisme à travers lequel était perçue la gouvernance au niveau mondial.

Après avoir passé en revue la volumineuse littérature sur la gouvernance mondiale, l'équipe du FnGM a pris conscience des nombreux défis que l'entreprise « IGM » comportait. Évaluer la gouvernance mondiale correspond à une double nécessité. En premier lieu, il s'agit de comprendre. Tout le monde s'accorde pour dire que le monde va mal et que s'il va mal c'est parce que la gouvernance mondiale va mal. Avant même de définir un « *protocole de soins* », il est donc essentiel de bien définir l'état du malade.

De par leur fonction informative, les indicateurs ou systèmes d'indicateurs, semblent être les outils les mieux adaptés pour dépeindre les maux dont cette gouvernance mondiale souffre et pour comprendre ce qui se passe. En second lieu, cette évaluation est également une nécessité pour permettre l'action.

En tant que photographie au service des acteurs de la gouvernance mondiale et en tant qu'outil mis à leur disposition, l'IGM possède une double dimension. Une dimension analytique - il doit s'efforcer de dresser le plus fidèlement possible l'état des lieux de la gouvernance mondiale - et une dimension opérationnelle - il doit permettre aux acteurs, quel que soit leur niveau, d'agir ou de réagir pour une gouvernance mondiale plus efficace, plus démocratique et plus en phase avec l'environnement. Si la première dimension paraît, à première vue, relativement facile à mesurer, la dimension opérationnelle semble plus délicate à quantifier.

## Buts et domaines de la Gouvernance Mondiale

Si l'on veut obtenir une image précise des buts de la gouvernance mondiale, de sa situation et de son évolution il faut prendre en compte l'ensemble des

domaines fondamentaux au travers desquels elle s'exerce.

Ces domaines fondamentaux sont, à l'origine, inscrits dans les deux textes considérés comme les textes de base de la gouvernance mondiale: la Charte des Nations Unies, signée le 26 juin 1945, et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948.

« *Préserver les générations futures du fléau de la guerre, proclamer les droits fondamentaux de l'homme, la dignité et la valeur de la personne humaine, l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et au respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande* », telles sont, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les lignes directrices de cette gouvernance.

Trois ans plus tard, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme vient renforcer cette charte et constitue, dans l'esprit des dirigeants du monde entier qui l'adoptent, une véritable feuille de route garantissant les droits de chaque personne, en tout lieu et en tout temps.

Mais il faudra attendre 1992, pour que le sommet de la Terre, qui se déroule à Rio de Janeiro, serve de déclic pour la prise de conscience de l'importance des domaines fondamentaux de la gouvernance mondiale. Au fil des discussions, tandis que la notion d'interdépendance du village planétaire s'impose, la réflexion s'élargit, passant des seuls biens environnementaux (air, eau et forêts) à l'ensemble des biens communs à l'humanité: santé, éducation, droits de l'homme. C'est l'apparition des biens publics mondiaux que Riccardo Petrella, ancien directeur du programme FAST à la Commission Européenne, définira de cette manière: « *Ce sont les biens et les services qui doivent être considérés comme essentiels à la sécurité du vivre ensemble au niveau mondial* ».

Prenant en compte les bouleversements géopolitiques liés à la fin de la guerre froide, la Déclaration du Millénaire, en 2000, confirme les réflexions sur la gouvernance mondiale et renforce le lien qui unit les différents domaines. Les objectifs qui en découlent constituent un schéma directeur pour l'avènement d'un monde que tous espèrent meilleur.

Conscients de la complexité des défis à relever et de l'urgence à agir, les chefs d'État et de gouvernement, réunis à New York du 6 au 8 septembre 2000, s'éri-gent en « *défenseurs, au niveau mondial, des principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité* ». Ils réaffirment leur volonté de « *tout faire pour le règlement des différends par des voies pacifiques, conformément aux*

*principes de la justice et du droit international, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de l'égalité des droits de tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion et une coopération internationale en vue du règlement des problèmes internationaux à caractère économique, social, culturel ou humanitaire* ». Ils s'engagent ouvertement pour que la « mondialisation devienne une force positive pour l'humanité entière ». Cela ne pourra se faire que si « un effort important et soutenu est consenti pour bâtir un avenir commun fondé sur la condition que nous partageons en tant qu'êtres humains, dans toute sa diversité ».

Le Sommet mondial pour le Développement durable de Johannesburg, en 2002, vient rappeler l'urgence nécessaire de répondre aux défis du 21<sup>e</sup> siècle dans le respect des principes fondamentaux de la gouvernance mondiale qui sont rappelés dans la déclaration politique finale de ce sommet. À la recherche de la meilleure route à suivre pour que les principes du développement durable soient respectés et que leur mise en œuvre se traduise par des résultats concrets, les représentants des États confirment, au cours de ce sommet, les progrès notables réalisés dans le sens d'un consensus mondial et de l'édification d'un partenariat entre toutes les populations de la planète. Le développement durable devient l'objectif commun de toute l'humanité et tout doit être mis en œuvre pour y parvenir.

Les différentes notions développées dans les textes et au cours des sommets évoqués ci-dessus font clairement apparaître que l'objectif premier de la gouvernance mondiale est de définir de nouvelles relations entre les êtres humains, entre les sociétés et entre l'humanité et la biosphère.

Partant de cet objectif général, les trois principaux objectifs que les institutions internationales devraient adopter comme ligne directrice sont :

### **La mise en place des conditions d'un développement durable**

Le premier devoir de la gouvernance est de préserver le long terme. Les déséquilibres engendrés par le mode actuel de développement, entre humanité et biosphère, compromettent la vie de nos enfants et de nos petits enfants.

Le premier objectif commun est donc de transformer les modèles actuels de développement pour les rendre compatibles à long terme avec les ressources limitées de la biosphère. Le développement matériel doit se subordonner au développement humain. L'avenir de l'humanité n'est assuré que si le souci du développement intégral des êtres humains, développement spirituel, intellectuel, social, artistique, etc. devient le critère premier du développement.

### **La réduction des inégalités**

Le développement durable ne peut être réalisé en réservant les ressources naturelles limitées de la planète à une petite minorité qui a les moyens économiques de les acquérir et les moyens militaires de les conserver. Ainsi, la réduction des inégalités n'est pas seulement un devoir moral, un acte de compassion. C'est aussi un devoir de justice et une condition de paix à long terme. Trouver les voies pour concilier la liberté de chacun et le respect de la dignité de tous est le second objectif assigné à la gouvernance mondiale.

### **L'instauration d'une paix durable dans le respect de la diversité**

La diversité écologique et la diversité culturelle ne sont pas seulement des réalités irréductibles du monde actuel. Elles constituent une richesse majeure de l'humanité. La paix nécessite la reconnaissance d'une appartenance commune, la recherche d'un bien commun et la conscience de l'unité, depuis les communautés de base jusqu'à la famille humaine tout entière.

À chaque niveau de la gouvernance, il faut parvenir à assurer à la fois plus d'unité et plus de diversité. C'est la capacité à ne pas opposer l'unité et la diversité mais à les considérer comme les deux faces d'une même pièce de monnaie qui constitue, depuis la gestion d'un quartier ou d'un village jusqu'à la gestion de la planète, l'art de la gouvernance. C'est cet art que la gouvernance mondiale doit pratiquer à l'échelle planétaire et aider à pratiquer aux autres niveaux.

Ces trois objectifs, tels qu'ils sont présentés et énoncés, s'articulent parfaitement avec des grands principes classiques de la gouvernance mondiale que sont la paix, la sécurité, la démocratie, la liberté et l'équité.

C'est donc, dans la droite ligne de ces principes que nous retiendrons les domaines suivants, dont l'étude détaillée, sous forme de sous-indicateurs et d'index composites, permet de parvenir à l'IGM :

- Paix et sécurité.
- État de droit.
- Droits de l'homme et Participation.
- Développement durable.
- Développement humain.

## L'Indice de Gouvernance Mondiale 2011 – version 2.0

Pour chacun des cinq domaines déterminés ci-dessus, il a été procédé à une étude détaillée afin de déterminer les éléments qui les constituent (sous-indicateurs) et les données chiffrées (index) qui permettent, in fine, de produire un IGM chiffré. Au total, cet IGM 2011 – version 2.0 est composé de 5 indicateurs, 13 sous-indicateurs et 41 index.

Indicateur	Sous-indicateur	Index
Paix et Sécurité	Sécurité nationale	Conflits
		Réfugiés et demandeurs d'asile
		Personnes déplacées
	Sécurité publique	Climat politique
		Degré de confiance entre citoyens
		Criminalité violente
État de droit	Arsenal législatif	Ratification des traités
		Droits de propriété
	Système judiciaire	Indépendance
		Efficacité
		Règlement des différends contractuels
	Corruption	Indice de perception de la corruption
Droits de l'Homme et participation	Droits civils et politiques	Respect des droits civils
		Respect des droits physiques
		Liberté de la presse
		Violences contre les médias
	Participation	Participation à la vie politique
		Processus électoral et pluralisme
		Culture politique
	Discrimination / Inégalités sexuelles	Droits politiques des femmes
		Droits sociaux des femmes
		Droits économiques des femmes
Taux de représentation dans les parlements nationaux		
Développement durable	Secteur Économique	PIB par tête
		Taux de croissance du PIB
		Taux d'ouverture
		Taux de couverture
		Taux d'inflation
		Facilités de création d'entreprise
	Dimension sociale	GINI (pauvreté et inégalités)
		Taux de chômage
		Ratification des textes sur le droit international du travail
	Dimension environnementale	Empreinte écologique et bio capacité
		Durabilité environnementale
		Taux d'émission de CO <sub>2</sub> /habitant
		Performance environnementale
Développement humain	Développement	Développement humain
	Bien-être et Bonheur	Bien-être subjectif
		Bonheur
		Qualité de vie

## Méthodologie et calculs

L'Indice de Gouvernance Mondiale est un indice composite qui agrège un total d'environ 8 500 données recueillies dans les bases ou les rapports annuels d'une trentaine d'organismes différents.

La démarche suivie pour le calcul de cet IGM est similaire à celle du PNUD pour l'établissement de son Indice de Développement Humain (IDH). Pour chacun des Index et des Sous-indicateurs, toutes les données brutes recueillies ont été rééchelonnées pour s'inscrire au sein d'une échelle « fermée » comprise entre les valeurs 0 et 1 (où 0 représente le plus mauvais résultat et 1 le meilleur score possible).

Chaque sous-indicateur est la moyenne mathématique des index qui le composent. Il en est de même pour les indicateurs, « État de droit », « Droits de

l'Homme et Participation », « Développement Durable » et « Développement Humain » qui sont la moyenne mathématique des sous-indicateurs qui les composent. Seul l'indicateur « Paix et sécurité » a fait l'objet d'une pondération. Il est composé des 2/3 du sous-indicateur « Sécurité nationale » et du 1/3 du sous-indicateur « Sécurité publique ».

Au final l'Indice de Gouvernance Mondiale est la moyenne mathématique des 5 indicateurs qui le constituent.

Dans certains cas, très rares au demeurant, l'absence de données pour un ou plusieurs États a été compensée, en tant que de besoin, par l'attribution de la moyenne régionale constatée.



Federica Matta, L'œil du monde N° 6, 2004 (www.federicamatta.com)

## 2<sup>e</sup> PARTIE

# Résultats : chiffres et illustrations

**L**e premier des trois tableaux ci-après, présente le classement IGM de l'ensemble des pays par ordre décroissant avec pour chaque pays un rappel du classement 2008. Le second tableau, présente le classement par ordre décroissant au niveau régional. Le dernier tableau récapitule, par ordre alphabétique des pays, les résultats obtenus pour chaque indicateur constitutif de l'IGM.

D'autres tableaux, classement mondial et classement régional par ordre décroissant, pour chacun des indicateurs constitutifs de l'IGM sont disponibles sur le site du Forum pour une nouvelle Gouvernance Mondiale.

Pour chaque ensemble régional nous avons également fait figurer deux diagrammes illustrant respectivement les résultats obtenus par le pays figurant en tête et le pays figurant en queue de classement. Leurs résultats sont en rouge et aisément comparables aux résultats moyens à l'échelle mondiale qui apparaissent en vert.

Chaque diagramme à la forme d'un pentagone. À chaque arête de ce pentagone correspond un des cinq indicateurs constitutifs de l'IGM. Sur la droite du diagramme, l'IGM du pays est représenté en rouge et est lui aussi aisément comparable à l'IGM moyen au niveau mondial.

**IGM 2011 Classement mondial par ordre décroissant (avec rappel classement 2008)**

Classement et IGM 2011		Cl. 2008	Classement et IGM 2011		Cl. 2008	Classement et IGM 2011		Cl. 2008	Classement et IGM 2011		Cl. 2008	Classement et IGM 2011		Cl. 2008									
1	Norvège	0,844	3	31	Maurice	0,720	29	61	El Salvador	0,649	65	91	Ukraine	0,605	113	121	Papouasie N <sup>lle</sup> Guinée	0,569	133	151	Turkménistan	0,526	160
2	Suède	0,843	2	32	États-Unis	0,720	27	62	Guyana	0,648	57	92	Bhoutan	0,600	114	122	Laos	0,568	130	152	Inde	0,525	142
3	Finlande	0,832	4	33	Lituanie	0,714	44	63	Équateur	0,648	87	93	Sénégal	0,599	112	123	Burkina Faso	0,566	144	153	Haïti	0,522	164
4	Islande	0,830	1	34	Corée du Sud	0,714	40	64	Macédoine	0,646	73	94	Turquie	0,599	103	124	Gambie	0,566	127	154	Swaziland	0,520	150
5	Danemark	0,826	5	35	Hongrie	0,703	39	65	Monténégro	0,643	104	95	Oman	0,598	78	125	Cambodge	0,562	166	155	Syrie	0,518	143
6	Nlle-Zélande	0,825	8	36	Slovaquie	0,702	46	66	Mexique	0,641	58	96	Indonésie	0,596	96	126	Bénin	0,561	129	156	Guinée-Bissau	0,514	154
7	Pays-Bas	0,813	7	37	Pologne	0,700	48	67	Malaisie	0,641	55	97	Cuba	0,595	52	127	Mali	0,561	115	157	Nigeria	0,512	165
8	Suisse	0,807	12	38	Italie	0,699	38	68	Afrique du Sud	0,638	124	98	Algérie	0,595	119	128	Arabie saoudite	0,561	138	158	Côte d'Ivoire	0,509	163
9	Australie	0,806	11	39	S <sup>t</sup> Vincent et Grenadines	0,697	25	69	Qatar	0,635	81	99	Brunei	0,594	106	129	Madagascar	0,560	101	159	Niger	0,508	148
10	Allemagne	0,801	10	40	Argentine	0,692	43	70	Paraguay	0,633	80	100	Honduras	0,594	76	130	Sri Lanka	0,560	125	160	Guinée équatoriale	0,506	155
11	Autriche	0,801	6	41	Sainte Lucie	0,687	34	71	Bolivie	0,632	95	101	Guatemala	0,594	100	131	Rwanda	0,559	137	161	Angola	0,505	166
12	Canada	0,796	13	42	Panama	0,686	47	72	Serbie	0,632	89	102	Kazakhstan	0,593	99	132	Libye	0,558	132	162	Cameroun	0,503	153
13	Irlande	0,788	15	43	Dominique	0,686	36	73	Rép. dominicaine	0,632	66	103	Timor Leste	0,592	157	133	Égypte	0,557	120	163	Burundi	0,496	162
14	Luxembourg	0,778	9	44	Lettonie	0,685	51	74	Botswana	0,628	84	104	Maldives	0,592	77	134	Ouzbékistan	0,557	126	164	Yémen	0,490	141
15	France	0,758	21	45	Grèce	0,679	41	75	Mongolie	0,627	61	105	Tonga	0,589	98	135	Zambie	0,556	146	165	Éthiopie	0,486	156
16	Belgique	0,758	14	46	Cap Vert	0,678	49	76	Émirats arabes unis	0,620	88	106	Philippines	0,589	86	136	Ouganda	0,556	170	166	Pakistan	0,480	159
17	Japon	0,752	22	47	Grenade	0,678	35	77	Moldavie	0,619	91	107	Belarus	0,587	121	137	Comores	0,555	118	167	Iran	0,472	151
18	Royaume-Uni	0,750	18	48	Belize	0,674	45	78	Koweït	0,617	94	108	Tadjikistan	0,586	97	138	Népal	0,554	145	168	Centre Afrique	0,467	169
19	Espagne	0,750	17	49	Israël	0,671	54	79	Bahreïn	0,617	75	109	Jordanie	0,585	102	139	Mauritanie	0,551	122	169	Érythrée	0,447	167
20	Costa-Rica	0,749	19	50	Croatie	0,671	50	80	Ghana	0,616	70	110	Malawi	0,585	136	140	Chine	0,549	109	170	Tchad	0,445	171
21	Portugal	0,738	30	51	Chypre	0,668	28	81	Nicaragua	0,616	64	111	Géorgie	0,584	110	141	Liban	0,543	128	171	Gaza/Cisjordanie	0,438	177
22	Rép. tchèque	0,736	31	52	Bésil	0,662	69	82	Surinam	0,614	67	112	Arménie	0,583	105	142	Libéria	0,542	168	172	Corée du Nord	0,433	173
23	Malte	0,736	20	53	Jamaïque	0,662	71	83	Tunisie	0,611	56	113	Maroc	0,582	82	143	Bangladesh	0,541	140	173	Zimbabwe	0,432	172
24	Uruguay	0,733	32	54	Trinité et Tobago	0,660	59	84	Fidji	0,609	53	114	Venezuela	0,578	111	144	Togo	0,539	147	174	Irak	0,425	178
25	Chili	0,733	24	55	Pérou	0,658	60	85	Thaïlande	0,609	92	115	Azerbaïdjan	0,578	131	145	Djibouti	0,536	152	175	Afghanistan	0,424	161
26	Bahamas	0,733	23	56	Bulgarie	0,658	62	86	Sao Tomé et Príncipe	0,609	72	116	Mozambique	0,578	117	146	Congo	0,536	134	176	Myanmar	0,413	174
27	Barbade	0,731	16	57	Albanie	0,653	74	87	Gabon	0,609	83	117	Colombie	0,576	108	147	Kenya	0,535	149	177	Soudan	0,408	175
28	Singapour	0,724	33	58	Seychelles	0,653	37	88	Lesotho	0,607	107	118	Îles Salomon	0,575	93	148	Russie	0,534	135	178	RDC	0,408	176
29	Slovénie	0,723	26	59	Roumanie	0,651	63	89	Kirghizstan	0,607	79	119	Tanzanie	0,572	116	149	Guinée	0,532	139	179	Somalie	0,293	179
30	Estonie	0,723	42	60	Namibie	0,650	68	90	Bosnie Herzégovine	0,606	90	120	Viet Nam	0,571	85	150	Sierra Léone	0,528	158		<b>MOYENNE</b>	<b>0,616</b>	

## IGM classements régionaux

	UE OCDE		Amérique Latine Caraïbes		Asie Pacifique		États arabes		CEI Asie Centrale Balkans		
	Afrique										
Maurice	0,720	Norvège	0,844	Costa-Rica	0,749	Singapour	0,724	Qatar	0,635	Croatie	0,671
Cap Vert	0,678	Suède	0,843	Uruguay	0,733	Malaisie	0,641	Émirats arabes unis	0,620	Albanie	0,653
Seychelles	0,653	Finlande	0,832	Chili	0,733	Mongolie	0,627	Koweït	0,617	Macédoine	0,646
Nambie	0,650	Islande	0,830	Bahamas	0,733	Fidji	0,609	Bahreïn	0,617	Monténégro	0,643
Afrique du sud	0,638	Danemark	0,826	Barbade	0,731	Thaïlande	0,609	Tunisie	0,611	Serbie	0,632
Botswana	0,628	Nouvelle-Zélande	0,825	St Vincent et Grenadines	0,697	Bhoutan	0,600	Oman	0,598	Moldavie	0,619
Ghana	0,616	Pays-Bas	0,813	Argentine	0,692	Indonésie	0,596	Algérie	0,595	Kirghizstan	0,607
Sao Tomé et Principe	0,609	Suisse	0,807	Sainte Lucie	0,687	Brunei	0,594	Jordanie	0,585	Bosnie Herzégovine	0,606
Gabon	0,607	Australie	0,806	Panama	0,686	Timor Leste	0,592	Maroc	0,582	Ukraine	0,605
Lesotho	0,607	Allemagne	0,801	Dominique	0,686	Maldives	0,592	Arabie saoudite	0,561	Kazakhstan	0,593
Sénégal	0,599	Autriche	0,801	Grenade	0,678	Tonga	0,589	Libye	0,558	Belarus	0,587
Malawi	0,585	Canada	0,796	Belize	0,674	Philippines	0,589	Égypte	0,557	Tadjikistan	0,586
Mozambique	0,578	Irlande	0,788	Brésil	0,662	Iles Salomon	0,575	Liban	0,543	Géorgie	0,584
Tanzanie	0,572	Luxembourg	0,778	Jamaïque	0,662	Viet Nam	0,571	Djibouti	0,536	Arménie	0,583
Burkina Faso	0,566	France	0,758	Trinité et Tobago	0,660	Papouasie N <sup>lle</sup> Guinée	0,569	Syrie	0,518	Azerbaïdjan	0,578
Gambie	0,566	Belgique	0,758	Pérou	0,658	Laos	0,568	Yémen	0,490	Ouzbékistan	0,557
Bénin	0,561	Japon	0,752	El Salvador	0,649	Cambodge	0,562	Gaza/Cisjordanie	0,438	Russie	0,534
Mali	0,561	Royaume-Uni	0,750	Guyana	0,648	Sri Lanka	0,560	Irak	0,425	Turkménistan	0,526
Madagascar	0,560	Espagne	0,750	Équateur	0,648	Népal	0,554	Soudan	0,408		
Rwanda	0,559	Portugal	0,738	Paraguay	0,633	Chine	0,549	Somalie	0,293		
Zambie	0,556	République tchèque	0,736	Bolivie	0,632	Bangladesh	0,541				
Ouganda	0,556	Malte	0,736	République dominicaine	0,632	Inde	0,525				
Comores	0,555	Slovénie	0,723	Nicaragua	0,616	Pakistan	0,480				
Mauritanie	0,551	Estonie	0,723	Surinam	0,614	Iran	0,472				
Libéria	0,542	États-Unis	0,720	Cuba	0,595	Corée du Nord	0,433				
Togo	0,539	Lituanie	0,714	Honduras	0,594	Afghanistan	0,424				
Congo	0,536	Corée du Sud	0,714	Guatemala	0,594	Myanmar	0,413				
Kenya	0,535	Hongrie	0,703	Venezuela	0,578						
Guinée	0,532	Slovaquie	0,702	Colombie	0,576						
Sierra Léone	0,528	Pologne	0,700	Haiti	0,522						
Swaziland	0,520	Italie	0,699								
Guinée-Bissau	0,514	Lettonie	0,685								
Nigeria	0,512	Grèce	0,679								
Côte d'Ivoire	0,509	Israël	0,671								
Niger	0,508	Chypre	0,668								
Guinée équatoriale	0,506	Bulgarie	0,658								
Angola	0,505	Roumanie	0,651								
Cameroun	0,503	Mexique	0,641								
Burundi	0,496	Turquie	0,599								
Éthiopie	0,486										
Centre-Afrique	0,467										
Érythrée	0,447										
Tchad	0,445										
Zimbabwe	0,432										
RDC	0,408										
<b>Moyenne</b>	<b>0,551</b>	<b>Moyenne</b>	<b>0,744</b>	<b>Moyenne</b>	<b>0,655</b>	<b>Moyenne</b>	<b>0,561</b>	<b>Moyenne</b>	<b>0,539</b>	<b>Moyenne</b>	<b>0,601</b>

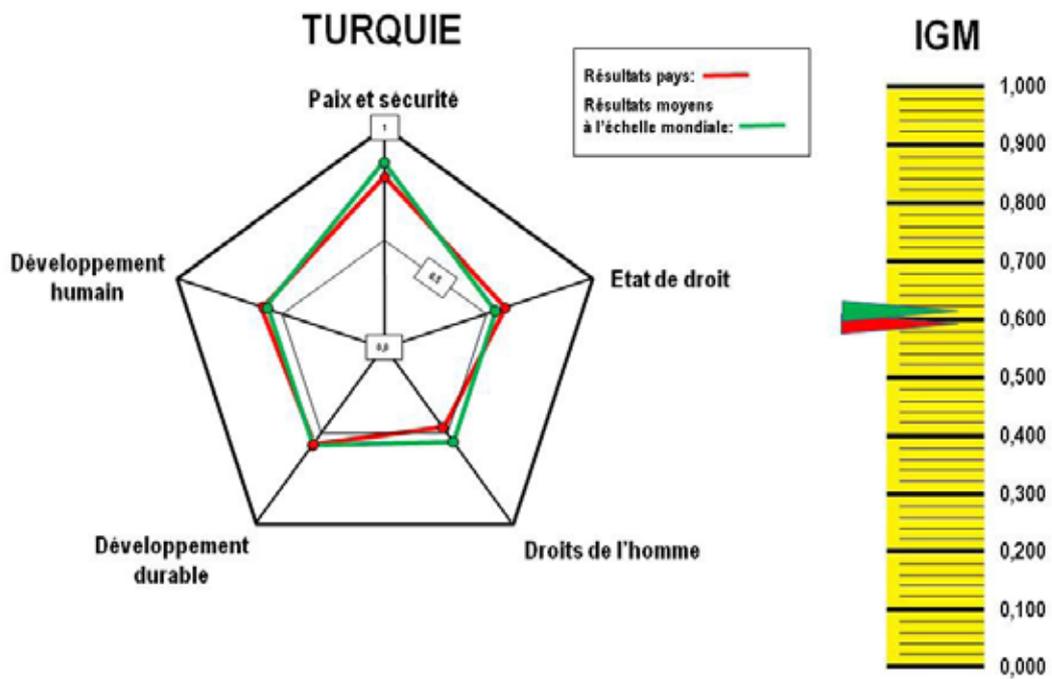
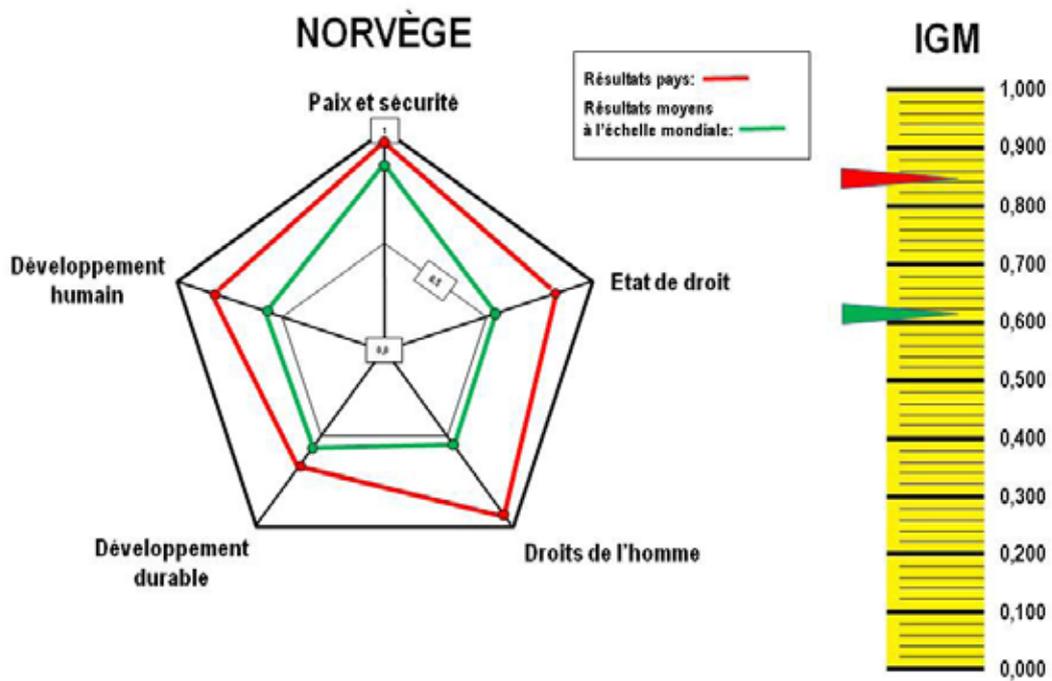
# Tableau récapitulatif pays par pays des cinq indicateurs et de l'IGM

	Paix et sécurité	Etat de droit	Devel. durable	Devel. humain	IGM	Paix et sécurité	Etat de droit	Devel. durable	Devel. humain	IGM	Paix et sécurité	Etat de droit	Devel. durable	Devel. humain	IGM				
Afghanistan	0,617	0,334	0,496	0,324	0,424	France	0,910	0,784	0,735	0,598	0,765	0,758	Nigeria	0,771	0,464	0,368	0,544	0,407	0,512
Afrique du Sud	0,818	0,602	0,719	0,518	0,638	Gabon	0,876	0,449	0,483	0,664	0,571	0,609	Norvège	0,985	0,828	0,936	0,666	0,806	0,844
Albanie	0,920	0,544	0,592	0,608	0,653	Gambie	0,915	0,463	0,455	0,563	0,434	0,366	Nouvelle-Zélande	0,974	0,891	0,883	0,595	0,782	0,825
Algérie	0,865	0,498	0,443	0,579	0,589	Gaza/Cisjordanie	0,762	0,216	0,384	0,344	0,344	0,438	Oman	0,957	0,537	0,400	0,496	0,600	0,598
Allemagne	0,947	0,848	0,802	0,609	0,801	Géorgie	0,741	0,558	0,497	0,571	0,554	0,584	Ouganda	0,793	0,456	0,377	0,566	0,387	0,556
Angola	0,843	0,284	0,480	0,561	0,358	Ghana	0,921	0,608	0,525	0,538	0,487	0,619	Ouzbékistan	0,866	0,410	0,375	0,540	0,593	0,557
Arabie saoudite	0,823	0,471	0,293	0,508	0,709	Grèce	0,908	0,566	0,664	0,545	0,712	0,676	Pakistan	0,704	0,365	0,340	0,524	0,467	0,480
Argentine	0,887	0,503	0,734	0,589	0,692	Grenade	0,927	0,503	0,742	0,573	0,645	0,678	Panama	0,919	0,524	0,651	0,590	0,745	0,686
Australie	0,861	0,507	0,434	0,560	0,552	Guatemala	0,801	0,435	0,579	0,506	0,650	0,534	Papouasie Nouvelle Guinée	0,893	0,358	0,532	0,582	0,480	0,569
Autriche	0,947	0,822	0,822	0,620	0,795	Guinée	0,891	0,341	0,434	0,550	0,352	0,514	Paraguay	0,859	0,465	0,600	0,615	0,625	0,633
Azerbaïdjan	0,803	0,489	0,389	0,639	0,571	Guinée équatoriale	0,856	0,343	0,345	0,554	0,433	0,306	Perou	0,958	0,812	0,877	0,604	0,813	0,813
Bahamas	0,905	0,700	0,745	0,585	0,728	Guyana	0,888	0,481	0,675	0,582	0,617	0,648	Philippines	0,793	0,439	0,497	0,577	0,638	0,589
Bahrein	0,894	0,576	0,463	0,478	0,675	Haïti	0,839	0,348	0,497	0,476	0,449	0,522	Pologne	0,957	0,645	0,651	0,565	0,683	0,700
Bangladesh	0,794	0,359	0,482	0,562	0,510	Honduras	0,808	0,459	0,525	0,518	0,661	0,594	Portugal	0,946	0,717	0,767	0,585	0,677	0,738
Barbade	0,913	0,728	0,697	0,578	0,738	Hongrie	0,929	0,670	0,651	0,589	0,675	0,703	Qatar	0,945	0,665	0,369	0,556	0,641	0,635
Belarus	0,872	0,439	0,503	0,578	0,541	Îles Salomon	0,918	0,428	0,468	0,481	0,577	0,575	RDC	0,607	0,319	0,325	0,555	0,234	0,408
Belgique	0,869	0,757	0,813	0,568	0,782	Inde	0,653	0,442	0,493	0,502	0,535	0,525	République dominicaine	0,838	0,474	0,574	0,557	0,716	0,632
Belize	0,912	0,532	0,678	0,564	0,683	Indonésie	0,806	0,462	0,533	0,558	0,621	0,596	République tchèque	0,962	0,655	0,575	0,592	0,712	0,736
Bénin	0,913	0,409	0,547	0,536	0,402	Irak	0,545	0,327	0,417	0,486	0,350	0,425	Roumanie	0,899	0,582	0,569	0,564	0,639	0,631
Bhoutan	0,685	0,540	0,566	0,550	0,660	Iran	0,774	0,374	0,104	0,507	0,600	0,472	Royaume-Uni	0,896	0,804	0,716	0,584	0,753	0,750
Bolivie	0,866	0,443	0,646	0,606	0,602	Irlande	0,983	0,810	0,760	0,611	0,775	0,788	Russie	0,675	0,448	0,431	0,575	0,541	0,534
Bosnie Herzégovine	0,812	0,500	0,570	0,543	0,607	Islande	0,971	0,835	0,935	0,648	0,761	0,830	Rwanda	0,847	0,522	0,509	0,561	0,351	0,559
Boursova	0,895	0,612	0,640	0,487	0,506	Israël	0,785	0,655	0,609	0,564	0,744	0,671	Sainte Lucie	0,885	0,642	0,671	0,552	0,686	0,687
Bresil	0,833	0,585	0,613	0,583	0,697	Italie	0,928	0,544	0,695	0,574	0,757	0,699	Sao Tomé et Principe	0,944	0,394	0,397	0,538	0,572	0,609
Brunéi	0,938	0,461	0,344	0,512	0,717	Jamaïque	0,825	0,567	0,656	0,539	0,722	0,662	Sénégal	0,898	0,540	0,583	0,539	0,436	0,599
Bulgarie	0,935	0,549	0,639	0,568	0,599	Japon	0,949	0,797	0,701	0,579	0,737	0,752	Serbie	0,774	0,553	0,650	0,563	0,618	0,632
Burkina Faso	0,897	0,514	0,528	0,594	0,297	Jordanie	0,862	0,539	0,388	0,530	0,606	0,585	Seychelles	0,917	0,569	0,583	0,625	0,570	0,653
Burundi	0,742	0,363	0,575	0,571	0,229	Kazakhstan	0,887	0,407	0,390	0,592	0,588	0,593	Sierra Léone	0,884	0,419	0,516	0,516	0,305	0,528
Cambodge	0,856	0,430	0,502	0,536	0,484	Kenya	0,795	0,436	0,474	0,536	0,435	0,535	Singapour	0,959	0,755	0,577	0,592	0,738	0,724
Cameroon	0,850	0,343	0,365	0,553	0,402	Kirghizistan	0,906	0,455	0,535	0,556	0,585	0,607	Slovaquie	0,938	0,639	0,642	0,614	0,676	0,702
Canada	0,947	0,813	0,852	0,583	0,784	Koweït	0,933	0,571	0,399	0,543	0,641	0,617	Slowénie	0,971	0,656	0,666	0,595	0,728	0,723
Cap Vert	0,917	0,653	0,735	0,546	0,540	Laos	0,897	0,422	0,463	0,542	0,515	0,568	Somalie	0,419	0,224	0,130	0,421	0,272	0,293
Centre Afrique	0,699	0,351	0,388	0,589	0,308	Lesotho	0,864	0,564	0,677	0,568	0,365	0,607	Soudan	0,566	0,337	0,340	0,501	0,297	0,408
Chili	0,897	0,803	0,665	0,583	0,715	Lettonie	0,927	0,637	0,652	0,599	0,612	0,685	Sri Lanka	0,713	0,443	0,444	0,570	0,628	0,560
Chine	0,791	0,492	0,529	0,644	0,549	Liban	0,736	0,410	0,505	0,533	0,532	0,543	St Vincent et Grenadines	0,855	0,769	0,742	0,583	0,536	0,697
Chypre	0,680	0,714	0,671	0,550	0,726	Libéria	0,852	0,359	0,634	0,583	0,280	0,542	Suède	0,951	0,864	0,937	0,664	0,800	0,843
Colombie	0,600	0,479	0,477	0,597	0,725	Libye	0,892	0,357	0,370	0,559	0,611	0,558	Suisse	0,954	0,810	0,798	0,645	0,827	0,807
Comores	0,876	0,400	0,445	0,555	0,498	Lituanie	0,958	0,690	0,696	0,592	0,636	0,714	Suriname	0,909	0,404	0,619	0,473	0,668	0,614
Congo	0,850	0,325	0,433	0,621	0,452	Luxembourg	0,951	0,802	0,818	0,583	0,737	0,778	Swaziland	0,822	0,433	0,409	0,552	0,383	0,520
Corée du Nord	0,801	0,321	0,251	0,367	0,426	Macedoine	0,895	0,563	0,667	0,531	0,574	0,646	Syrie	0,816	0,399	0,284	0,544	0,547	0,518
Corée du Sud	0,939	0,698	0,687	0,525	0,721	Madagascar	0,889	0,413	0,486	0,573	0,437	0,560	Tadjikistan	0,897	0,448	0,459	0,550	0,578	0,586
Costa Rica	0,913	0,633	0,811	0,594	0,792	Malaisie	0,889	0,508	0,530	0,562	0,715	0,641	Tanzanie	0,891	0,458	0,592	0,554	0,366	0,572
Côte d'Ivoire	0,828	0,412	0,409	0,545	0,351	Malawi	0,875	0,543	0,541	0,582	0,384	0,585	Tchaad	0,732	0,314	0,301	0,574	0,302	0,445
Croatie	0,916	0,570	0,612	0,579	0,679	Maldives	0,903	0,452	0,468	0,521	0,613	0,592	Thaïlande	0,809	0,520	0,529	0,563	0,626	0,609
Cuba	0,880	0,366	0,509	0,546	0,677	Mali	0,881	0,460	0,581	0,550	0,334	0,561	Timor Leste	0,866	0,352	0,694	0,526	0,524	0,592
Danemark	0,957	0,856	0,921	0,616	0,779	Malte	0,952	0,681	0,715	0,557	0,773	0,736	Togo	0,862	0,416	0,476	0,547	0,372	0,539
Djibouti	0,916	0,357	0,463	0,554	0,392	Maroc	0,865	0,508	0,418	0,548	0,570	0,582	Tonga	0,902	0,440	0,419	0,521	0,665	0,589
Dominique	0,867	0,609	0,653	0,581	0,718	Maurice	0,963	0,632	0,708	0,584	0,712	0,720	Trinité et Tobago	0,856	0,477	0,741	0,534	0,694	0,660
Egypte	0,840	0,497	0,326	0,547	0,575	Mauritanie	0,830	0,452	0,500	0,550	0,426	0,551	Tunisie	0,905	0,545	0,392	0,560	0,654	0,611
El Salvador	0,831	0,566	0,619	0,560	0,668	Mexique	0,794	0,581	0,563	0,544	0,723	0,641	Turkménistan	0,907	0,376	0,347	0,536	0,464	0,526
Equateur	0,878	0,489	0,643	0,573	0,657	Moldavie	0,873	0,539	0,587	0,556	0,541	0,619	Turquie	0,795	0,595	0,460	0,557	0,586	0,599
Erythrée	0,778	0,306	0,278	0,497	0,378	Mongolie	0,895	0,536	0,562	0,564	0,576	0,627	Ukraine	0,886	0,514	0,523	0,562	0,538	0,605
Ethiopie	0,878	0,489	0,643	0,573	0,657	Monténégro	0,913	0,522	0,617	0,548	0,612	0,643	Uruguay	0,949	0,725	0,720	0,599	0,671	0,733
Espagne	0,924	0,741	0,800	0,569	0,761	Mozambique	0,903	0,449	0,625	0,589	0,323	0,578	Venezuela	0,998	0,345	0,542	0,520	0,687	0,578
Estonie	0,924	0,741	0,741	0,589	0,619	Myanmar	0,704	0,297	0,129	0,480	0,455	0,413	Viet Nam	0,882	0,420	0,390	0,549	0,613	0,571
États-Unis	0,856	0,729	0,769	0,483	0,762	Namibie	0,912	0,618	0,669	0,520	0,533	0,650	Yémen	0,787	0,392	0,272	0,535	0,466	0,490
Éthiopie	0,765	0,409	0,348	0,579	0,328	Népal	0,804	0,438	0,517	0,480	0,517	0,550	Zambie	0,902	0,466	0,515	0,521	0,378	0,556
Fidji	0,911	0,505	0,421	0,563	0,647	Nicaragua	0,863	0,495	0,605	0,505	0,611	0,616	Zimbabwe	0,710	0,366	0,384	0,551	0,151	0,432
Finlande	0,965	0,866	0,891	0,641	0,797	Niger	0,820	0,419	0,477	0,542	0,281	0,508	MOYENNES	0,859	0,528	0,557	0,558	0,577	0,616

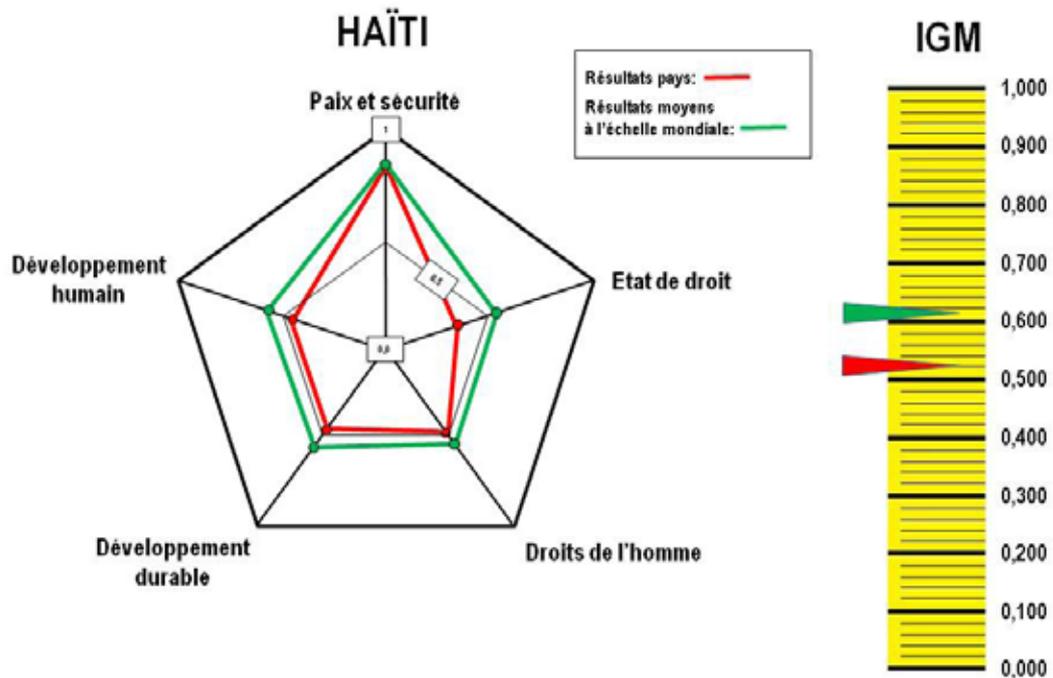
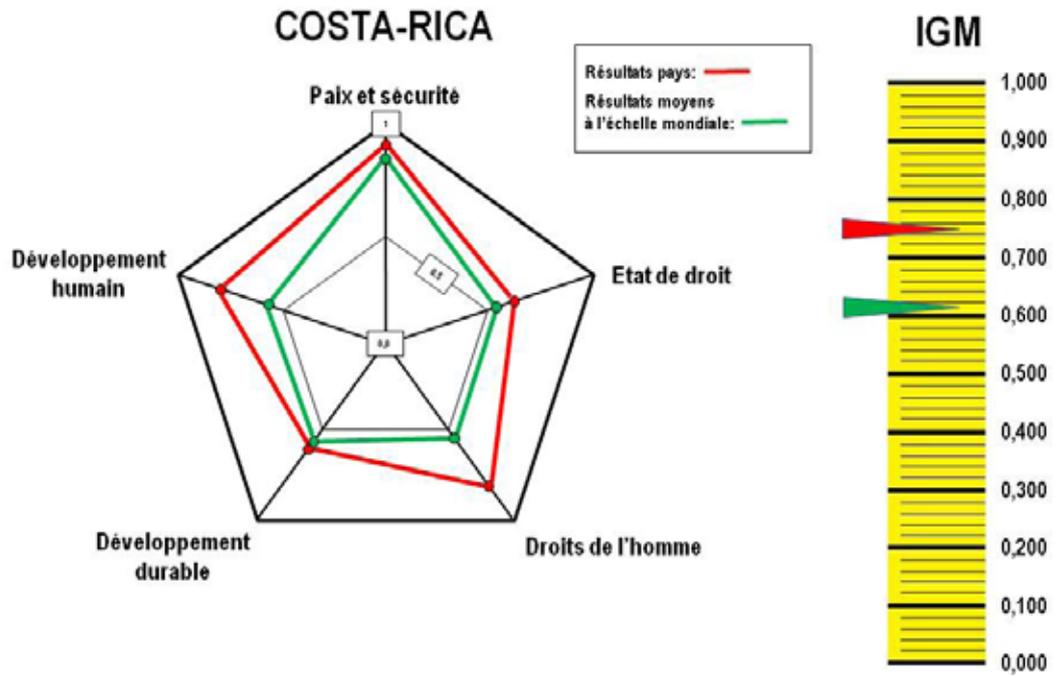


Patrick Cabin, *File d'attente*, 2007 © ADAGP, Banque d'images, Paris 2011

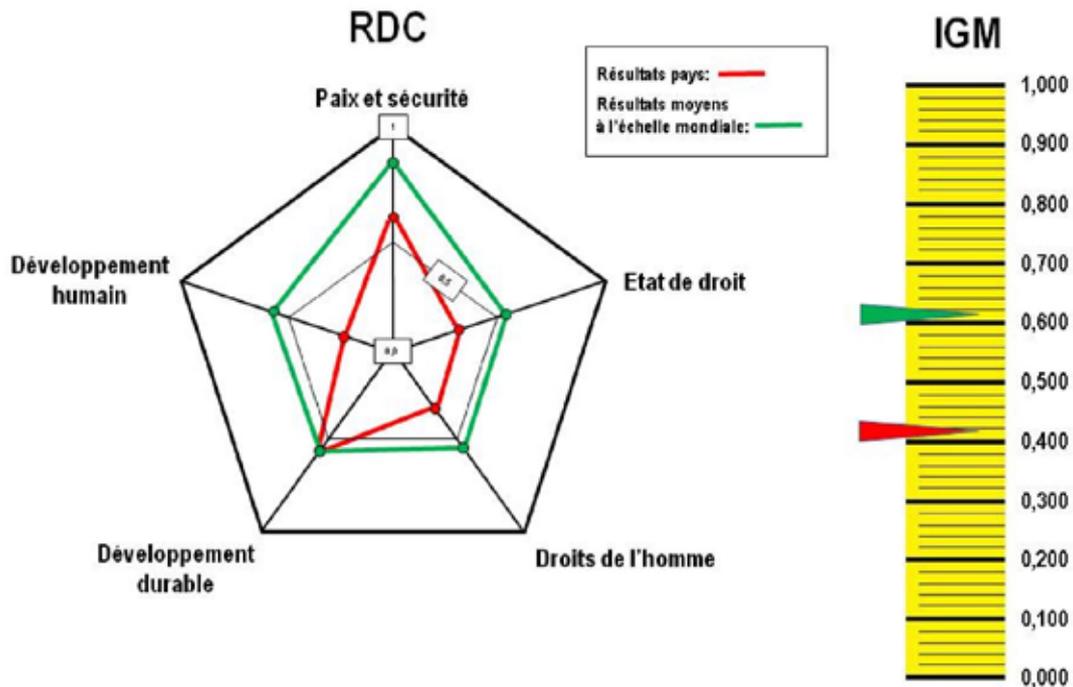
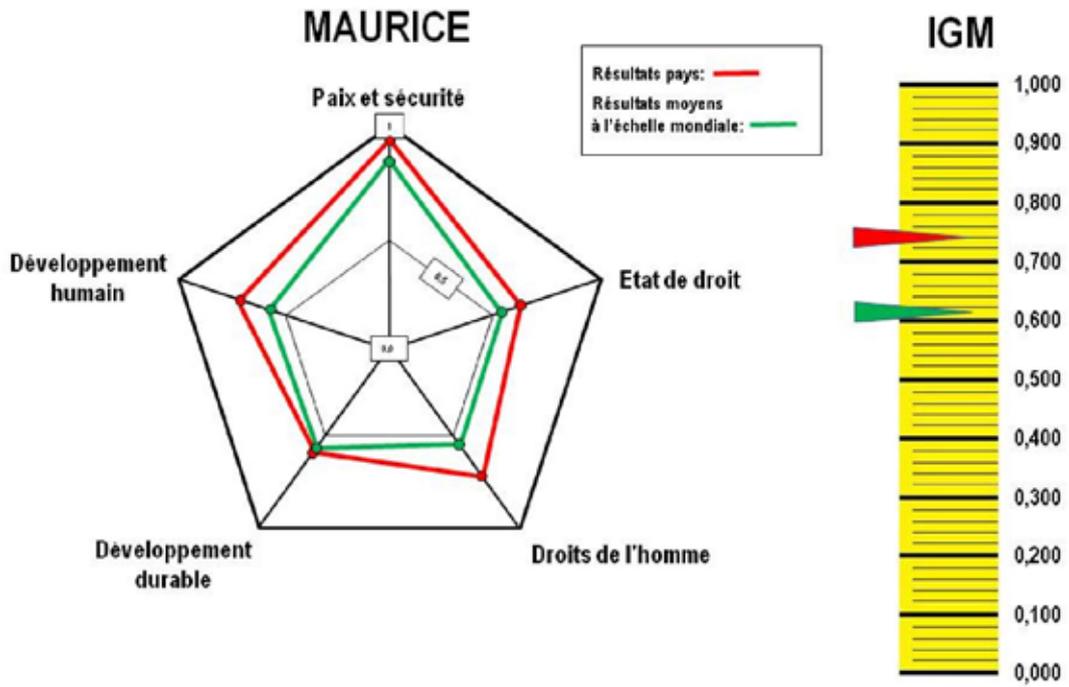
## Diagrammes UE / OCDE



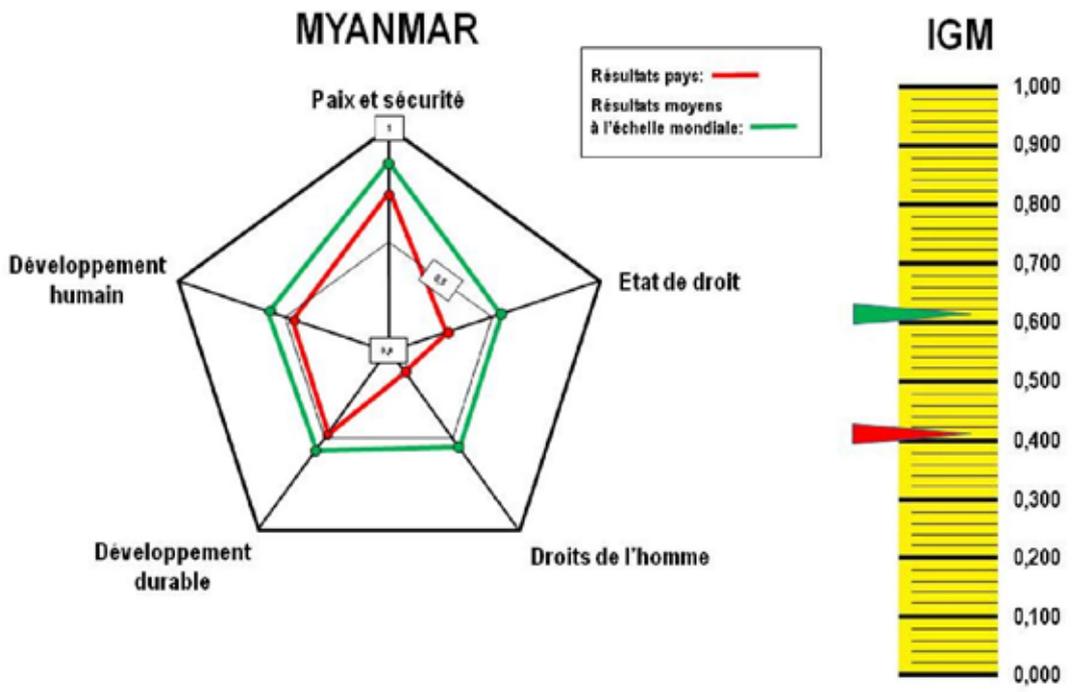
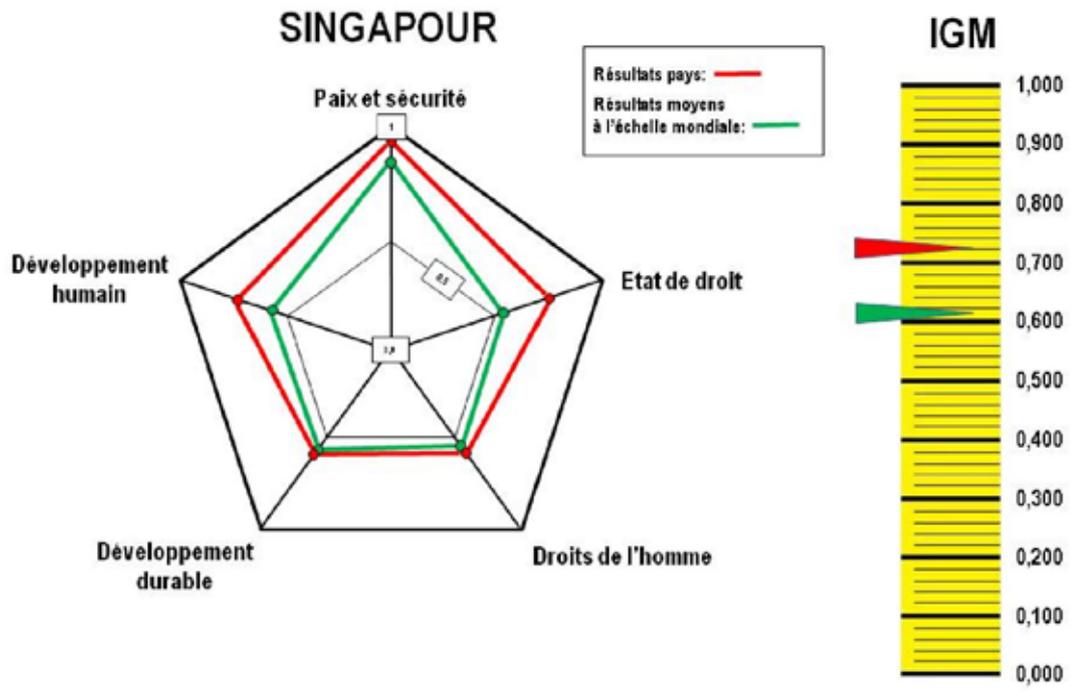
Diagrammes AMÉRIQUE LATINE / CARAÏBES



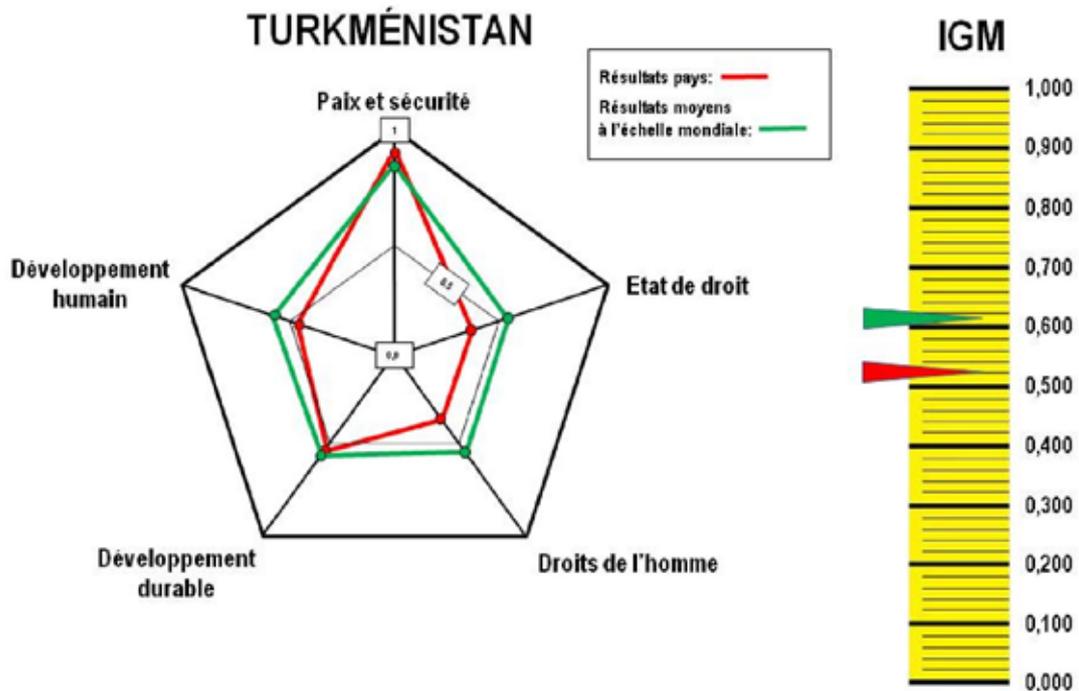
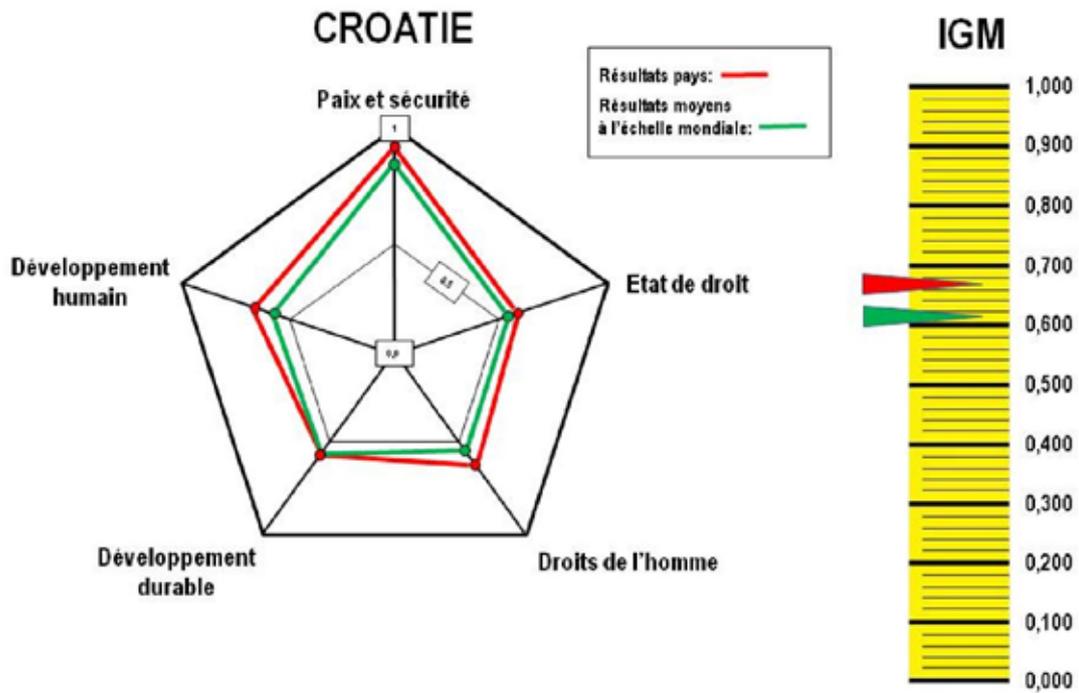
## Diagrammes AFRIQUE



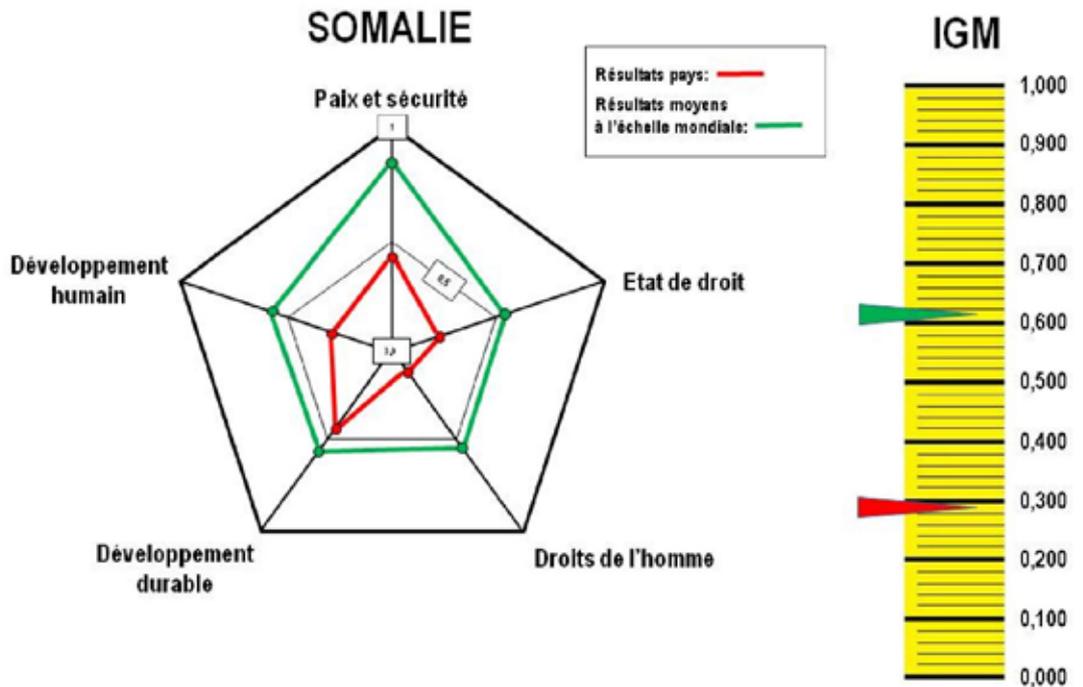
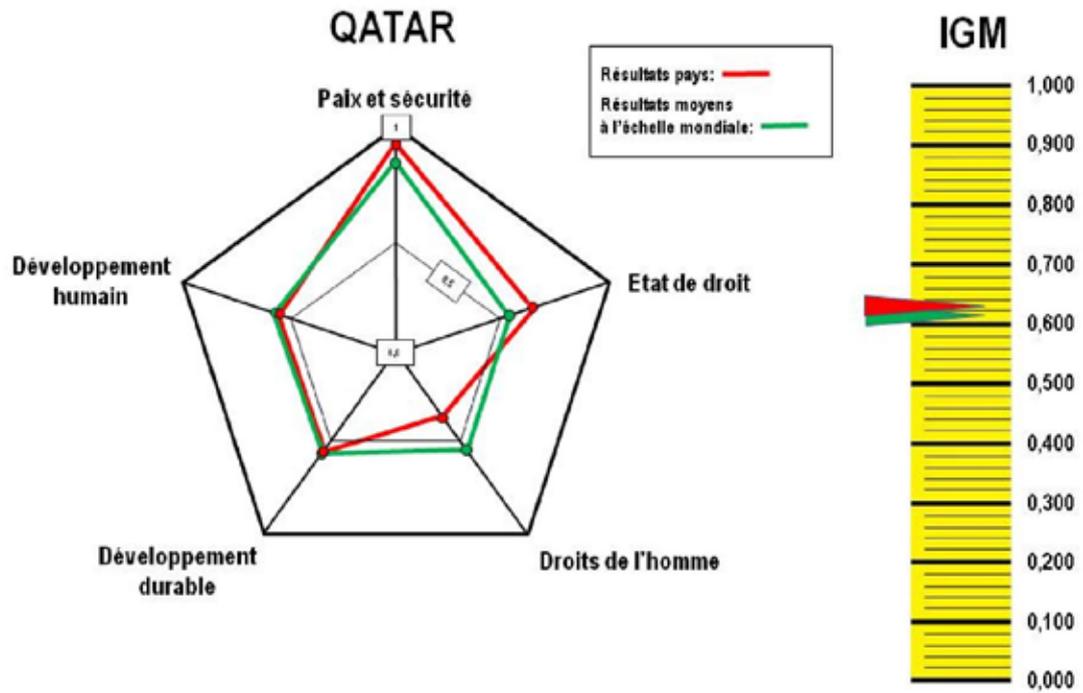
Diagrammes ASIE PACIFIQUE

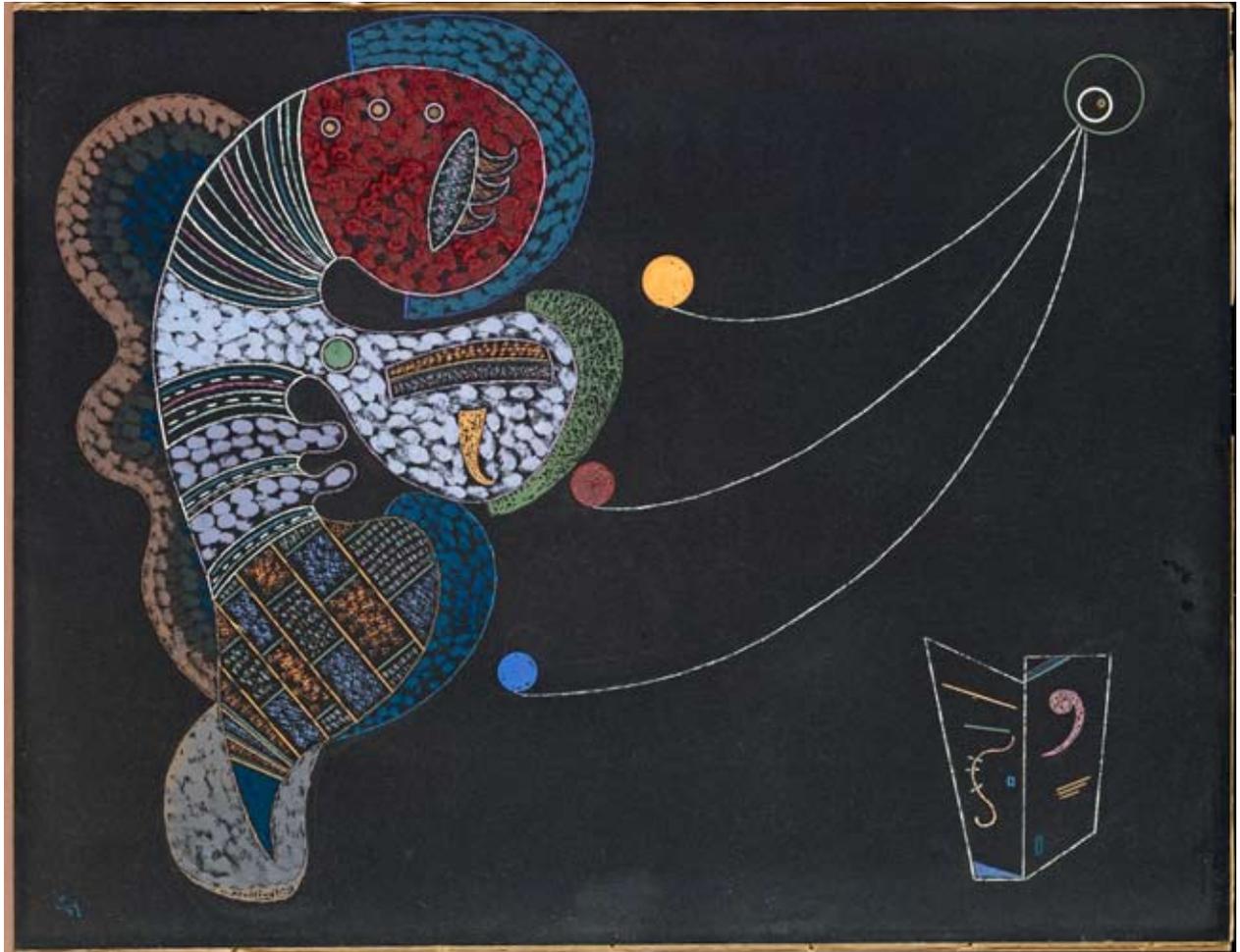


## Diagrammes CEI / ASIE CENTRALE / BALKANS



## Diagrammes ÉTATS ARABES





Vassily Kandinsky, *Le Gros et le Mince* © ADAGP/BPK, Berlin, Dist.RMN/image BStGS

## CONCLUSION

Un des effets pervers des indicateurs, c'est que bien souvent leur finalité est occultée par un classement final qui, pour les uns, devient parfois obsessionnel, alors que pour les autres, il ne semble avoir aucune valeur. Il ne s'agit donc pas, au terme de cette étude, de distribuer les bons ou mauvais points en fonction des résultats obtenus. Il est avant tout essentiel de dépasser les classements que font ressortir les différents tableaux produits. L'essentiel est de montrer l'état de la gouvernance mondiale au travers des critères d'étude retenus ainsi qu'au travers des indicateurs, sous-indicateurs et index qui la composent.

Cette étude ne saurait cependant être exhaustive. Les choix effectués ont conduit à ne retenir que cinq domaines d'étude et à limiter le champ d'application

aux acteurs que sont les États-nations. Ces États-nations constituent un cadre légal, un mode d'organisation politique et sociale, héritier d'une histoire et d'une culture parfois millénaires. C'est donc, à ce titre, qu'ils figurent tout logiquement parmi les acteurs les plus importants de la gouvernance mondiale et c'est pour cela que le résultat de la présente étude donne une bonne indication de l'état de la gouvernance mondiale.

Un certain nombre d'autres acteurs devront, ultérieurement, être pris en considération. Si l'identification de ces acteurs ne pose en soi aucun problème - OIG, ONG et entreprises de dimension mondiale - le plus délicat sera de déterminer les critères à retenir. Du simple point de vue des États-nations il est relativement facile de dégager un certain nombre de critè-

res généraux et communs à l'ensemble de ces États-nations. Du fait même de leur caractère général et commun, les données sont nombreuses et aisément exploitables.

Le challenge est différent en ce qui concerne les autres acteurs. De récents et importants dysfonctionnements, amplement médiatisés au début de l'année 2008, mettant en cause une ONG française, ont contribué à relancer le débat autour de la gouvernance des acteurs non étatiques. Il est donc naturel de se poser la question de la gouvernance au sein de cette nébuleuse d'organisations.

Au même titre que les cinq indicateurs objet de cette étude permettent d'évaluer la performance des États en matière de gouvernance, d'autres indicateurs devraient pouvoir permettre d'évaluer l'impact des OIG, ONG et entreprises de dimension mondiale. L'évaluation de la « responsabilité - redevabilité - accountability » de ces acteurs ne devra pas se limiter à la théorie. Il s'agira d'évaluer la façon dont ces acteurs s'engagent à prendre en compte de manière équilibrée les besoins des bénéficiaires au cours de leurs processus décisionnels et de la façon dont ils s'acquittent de cet engagement.

Tant que nous ne serons pas capables de trouver les voies et les moyens de mettre en œuvre une participation générale et éclairée des bénéficiaires de leurs actions, les réponses apportées aux défis mondiaux sont condamnées à l'échec.

Le but final de l'IGM s'inscrit donc dans une démarche à long terme. À partir de l'état des lieux qu'il établit, du diagnostic qu'il dresse, il doit permettre aux acteurs en charge de la gouvernance de se poser les questions qui conviennent afin de réfléchir aux solutions à apporter. Il s'agit, au final, de donner corps à une gouvernance mondiale apte à répondre aux défis mondiaux des années à venir.

L'équipe qui a œuvré à cet IGM espère avoir modestement contribué à une meilleure perception de la gouvernance mondiale. Tel qu'il se présente aujourd'hui l'IGM n'est certainement pas parfait. Il a toute fois le mérite d'exister. Les remarques qu'il appelle, les questions qu'il soulève, les suggestions qu'il suscitera sont évidemment les bienvenues.

# ANNEXE DROITS D'AUTEUR



## **Vous êtes libres :**



De reproduire, distribuer et communiquer cette création au public.



De modifier cette création.

## **Selon les conditions suivantes :**



**Paternité.** Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'œuvre).



**Pas d'utilisation commerciale.** Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.



**Partage des conditions initiales à l'identique.** Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

- À chaque réutilisation ou distribution de cette création, vous devez faire apparaître clairement au public les conditions contractuelles de sa mise à disposition.
- Chacune de ces conditions peut être levée si vous obtenez l'autorisation du titulaire des droits sur cette œuvre.
- Rien dans ce contrat ne diminue ou ne restreint le droit moral de l'auteur ou des auteurs.

Ceci est le Résumé Explicatif du Code Juridique. Retrouvez la version intégrale du contrat : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/fr/legalcode>

# Indice de Gouvernance mondiale

Après la révolution westphalienne de 1648 qui mit l'État moderne au cœur des relations internationales et planta les premières graines du droit international, l'époque contemporaine voit l'émergence d'une gouvernance mondiale qui transcende l'État et qui met en scène d'autres acteurs : ONG, entreprises, société civile. Désormais, il ne s'agit plus de préserver un équilibre des puissances garanti par un compromis entre les divers intérêts nationaux mais bien de gérer collectivement la planète, y compris dans sa dimension environnementale.

Cette évolution à la fois rapide et chaotique, sorte de passage de témoin entre les relations internationales traditionnelles d'hier et la gouvernance mondiale de demain, est compliquée à percevoir et à appréhender. L'Indice de Gouvernance Mondiale (IGM) constitue une première tentative de mesure de ces transformations, d'abord pour tenter d'y voir plus clair, ensuite pour disposer d'un outil fiable permettant de mieux définir les orientations de demain, de mieux comprendre aussi ce qu'est la « gouvernance mondiale ». Comme tous les indices, celui-ci est imparfait puisqu'il dépend des données disponibles qui sont d'abord celles fournies par les États. Néanmoins, l'IGM et les divers indices qui le composent ouvrent une fenêtre intéressante sur ce monde nouveau qui se dévoile derrière un épais brouillard d'incertitudes.

L'Indice de Gouvernance Mondiale a été élaboré et développé au sein du Forum pour une Nouvelle Gouvernance Mondiale par une équipe de chercheurs dirigée par Renaud François et conseillée par Gustavo Marin et Arnaud Blin.



[www.gouvernance-mondiale.org](http://www.gouvernance-mondiale.org)

Ce cahier est publié grâce à l'appui de la Fondation Charles Léopold Mayer

**fph** | Fondation Charles Léopold Mayer  
pour le Progrès de l'Homme